



COVID-19 : les expertises du risque et leurs temporalités au prisme des allocutions de chefs d'Etat européens

Saboul Florent

► To cite this version:

Saboul Florent. COVID-19 : les expertises du risque et leurs temporalités au prisme des allocutions de chefs d'Etat européens. Les Entretiens du Risque 2021 "Activités et crises : les métiers du risque face aux enjeux de la société - Quels apports et quelles questions ?", Nov 2021, Paris, France. hal-03435131

HAL Id: hal-03435131

<https://hal.science/hal-03435131>

Submitted on 18 Nov 2021

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

COVID-19 : les expertises du risque et leurs temporalités au prisme des allocutions de chefs d'Etat européens

SABOUL Florent
 ELICO
 Université Lumière Lyon II
 LYON, FRANCE
 florent.saboul@gmail.com

Abstract— La pandémie de COVID-19 n'aura épargné aucun État au monde. Aucun gouvernement n'aura fait l'économie de placer le virus au cœur de son agenda. S'il s'agit bien à l'origine du même virus pour tous, chaque État a pourtant réagi avec un discours institutionnel bien à lui. Comment les chefs de gouvernement ont-ils rendu compte à leurs populations de ce phénomène nouveau dans leurs allocutions ? Nous verrons que la notion de "crise" est loin d'être employée partout. De manière similaire, le rapport avec la "science" et les expertises du risque sont loin d'être employés de manière univoque en France, en Allemagne et au Royaume-Uni. Face à l'urgence d'apporter du sens à l'événement, comment la chancelière Allemande, le premier ministre Anglais et le président Français se sont-ils efforcés de gagner en perspective ?

Keywords— COVID-19; INSTITUTION; DISCOURS; SCIENCE; TEMPORALITÉ

I. INTRODUCTION

Notre intervention ponctue notre travail de thèse en cours en sciences de l'information et de la communication. Nous nous préoccupons de la manière dont tout un chacun, en tant que citoyen, peut se saisir d'événements majeurs telles que des crises hors-cadre. I. Garcin-Marrou a montré qu'en cas de situation de rupture, toutes les instances, sociales, politiques et médiatiques se tournent vers l'État [1]. Nous rappelons, avec L. Boltanski, qu'en tant qu'institution, l'État à travers, son premier porte-parole, son chef d'État, a un rôle sémantique, il est de son essence de "dire ce qu'il en est de ce qui est." [2]

Nous nous attacherons pour cette intervention à commenter les prises de paroles durant deux temps forts de la pandémie de COVID-19 en cours. Il s'agit d'étudier les allocutions de chefs d'États (France, Allemagne, Royaume-Uni) durant les mois de mars et décembre 2020.

Le mois de mars, parce qu'il s'agit du départ de la pandémie (officiellement le 11 selon l'OMS). Chaque dans chaque pays sont prononcées alors tout une succession d'allocutions de dirigeants. L'événement a surpris partout dans le monde. Nous cherchons justement à analyser ce

moment inédit. Comment l'institution du sommet de l'État s'en empare-t-elle ? Quels mots utilise-t-elle pour évoquer ce moment ?

Nous avons également sélectionné le mois de décembre 2020 parce qu'il coïncide avec plusieurs temporalités : une certaine habitude pour ne pas dire lassitude tant dans les pratiques discursives de l'État qui se sont "routinisées" que dans les va-et-vient des vagues épidémiologiques. Le mois de décembre est aussi l'occasion de la promesse des autotests et de la vaccination qui approche. Enfin le mois de décembre est l'occasion de vœux de fins d'années, propice aux discours introspectifs et prospectifs. Période propice donc pour l'observateur des discours que nous sommes à saisir les circulations des raisons invoquées par le locuteur.

Notre interrogation vis-à-vis de la surprise correspond les positions défendues par P. Lagadec qui alerte les décideurs publics et privés afin de dépasser la notion de crise prévisible, maîtrisable au profit de celle de crise hors-cadre ou "megachoc". Aujourd'hui, la pandémie de COVID-19 est un exemple éclatant de ce qu'est une crise "hors-cadre". *"Les crises n'interviennent plus seulement à la marge de nos systèmes mais au cœur, non plus de façon accidentelle mais structurelle. Elles sortent du domaine de la défaillance spécifique pour entrer en force dans ceux de la sécurité nationale, du développement durable, de la résilience de nos sociétés. La vulnérabilité n'a plus seulement pour objet l'éventualité de l'accident statistiquement rare. Nous voici confrontés à des dynamiques désormais structurelles d'implosion, de perte de repères, d'effets dominos généralisés."* P. Lagadec continue : *"Un phénomène de fond s'impose à tous les champs : la "liquéfaction" des socles de toutes natures qui jusqu'à présent apportaient des ancrages et cadrages fondamentaux, qu'il s'agisse d'environnement naturel, technologique, populationnel – si l'on peut encore établir quelque cloison entre ces réalités entremêlées. Il s'agit bien d'un nouvel univers dont la crise-rupture est le moteur même, le chaotique le mode d'état le plus "normal"."* [3]

Notre analyse de discours cherche à développer les moyens de saisir le cadrage opéré par le locuteur lorsque ce dernier évoque une situation de crise. Cadrage tant aux niveaux de la circulation des raisons invoquées que d'une forme d'interprétation herméneutique que l'observateur peut essayer de dessiner. Nous allons désormais voir de quelles manières nous pouvons procéder.

II. METHODOLOGIE

A. L'analyse de discours

Les prises de parole des chefs d'États s'inscrivent dans une forme de *manière de faire*, connue à la fois par le producteur, conscient du jeu qu'il a à faire, mais également par son audience, la population, qui identifie sans problème le degré de solennité du discours. Il s'agit de la mémoire discursive. Pour comparer à égale valeur plusieurs prises de parole à travers le temps mais également une certaine *manière de faire* qui varie entre les différents pays étudiés, nous avons choisi de sélectionner les allocutions les plus solennelles possibles, celles des "adresses à la Nation", relativement traditionnelles en France, plus rares dans les autres pays étudiés. Ainsi, nous n'avons gardé, parmi tous les discours prononcés, uniquement ceux où le représentant de l'État était seul, parlant en premier, dans un discours préparé à l'avance. Nous avons donc exclu toutes les formes d'interviews, de commentaires lors de visite officielles. Lorsqu'il s'agit de débats dans les assemblés, notamment dans le cas Allemand, nous n'avons gardé que la première partie des allocutions où la chancelière Merkel n'a pas encore de répliques d'un tiers. Nous tenons la liste des discours retenus dans l'encadré en fin de texte.

L'enjeu pour nous est de ne conserver que les "lieux discursifs" définis *a priori* par le locuteur. Les "lieux discursifs" sont "*un objet relevant d'une matérialité discursive, que les locuteurs façonnent et reprennent en y investissant des enjeux de positionnements et de valeurs. Il se distingue en cela des "lieux" tels qu'ils sont abordés en études argumentatives, où le topos constitue un schème logico-discursif à partir duquel il est possible de forger des arguments*". [4]

B. La textométrie

Pour bien saisir ce qui peut relever d'une forme de *cadrage* il nous est apparu déterminant de pouvoir croiser les perspectives nationales. Et afin que notre propre regard d'observateur ne sous- ou surinterprète pas certains schèmes qui lui serait étranger, il nous a fallu soumettre notre corpus de discours à un logiciel de textométrie, gage d'une première lecture statistique du langage. Le logiciel Iramuteq que nous utilisons procède par lemmatisation, c'est-à-dire qu'il réduit chaque mot en racines (par rapport au dictionnaire de chaque langue) puis génère un classement d'occurrences. Nous disposons alors, du côté des résultats, d'une liste de mots génériques par ordre statistiques d'importance.

Nous procédons nous-même ensuite, par rapport à chaque liste, à un codage en regroupant certains mots en groupes axés sur nos problématiques. Pour cette étude, nous rendrons compte de la circulation de quatre grandes thématiques : "crise"; "virus"; "gouvernement-gouvernance"; "science".

III. QUELS MOTS POSER SUR UNE PANDEMIE MONDIALE ?

Comment les pays européens nomment-ils la période pandémique en cours ? En communication, qualifier l'événement en cours est une étape déterminante pour la poursuite des messages que l'organisation va émettre. Quelle "juste valeur" donner à cet épisode ?

Nous allons dans cette partie introductive, nous attacher à connaître quel vocabulaire a été choisi pour évoquer la pandémie dans les discours des chefs d'États.

A. France

Les discours du président Macron marquent pour la France une volonté de qualifier la pandémie sous la terminologie de "crise". En effet, le mot virus, bien que majoritaire d'un point de vue du nombre d'occurrence, est employé dans un but d'information sanitaire tandis que le mot "crise", employé 15 fois en mars, et 3 fois en décembre, permet au chef de l'État d'évoquer l'ensemble de la période en cours. "Crise", signifie surtout gestion "de crise" puisque le président en fait une conception de "dispositif" ou "d'appareil" de gestion. Il ne s'agit donc pas d'une dynamique chronologique mais de l'ensemble des mécanismes de l'État mis en place pour juguler l'événement.

Deuxième cas de figure, lorsque le terme de crise ne renvoie pas de manière première à l'appareil de gestion de l'État, elle le fait dans un deuxième temps, après avoir appelé les citoyens à faire bloc dans cette crise pour en sortir : "*On ne vient pas, en effet, à bout d'une crise d'une telle ampleur sans faire bloc. On ne vient pas à bout d'une crise d'une telle ampleur sans une grande discipline individuelle et collective, sans une unité*". (Macron, 12 mars).

Troisième cas de figure, souvent imbriqué avec le deuxième, une utilisation temporelle : "*Mais le temps, aujourd'hui, est à la protection de nos concitoyens et à la cohésion de la Nation. Le temps est à cette union sacrée qui consiste à suivre tous ensemble un même chemin, à ne céder à aucune panique, aucune peur, aucune facilité, mais à retrouver cette force d'âme qui est la nôtre et qui a permis à notre peuple de surmonter tant de crises à travers l'histoire. La France unie, c'est notre meilleur atout dans la période troublée que nous traversons*". (Macron, 12 mars).

B. Allemagne

En Allemagne, notons qu'il n'est pas dans la tradition germanique que le chef de l'État se rende dans les médias pour faire une "adresse à la nation". Les discours de la chancelière Angela Merkel recherchent à montrer l'exemplarité de la vie démocratique à l'Allemande. Pour l'observateur que nous sommes, chaque niveau hiérarchique de l'État (Fédéral et Länder) est respecté et n'y a pas de "court-circuitage" apparent.

Pour décrire la crise côté allemand, le premier terme qui permet de directement mentionner la pandémie est le terme de "virus" et "situation". Le terme de "crise" n'est quant à lui présent que deux fois dans le corpus de mars et une seule fois pour celui de décembre. Privilégier le terme de "virus" et "situation" permet de remettre l'événement en cours dans une filiation plus "naturelle" et donc moins artificielle pour l'ensemble de la population. Il s'agit là, déjà, d'un effort de resserrement sémantique ce qui permet de canaliser

l'ampleur de la pandémie, volontiers qualifiée sous le terme neutre de "situation". A noter que la chancelière s'inscrit très majoritairement dans ses discours dans un temps "présent".

Par ailleurs, la pandémie est décrite comme étant "*une situation dynamique*", "*grave et ouverte*" et où le gouvernement reste "*adaptable*".

C. Royaume-Uni

Au Royaume-Uni, c'est le terme de « maladie » qui désigne en premier et de façon très dominante la pandémie. Alternant avec d'autres mentions à tonalités scientifiques et médicales (propagation, virus, coronavirus, épidémie), le mot crise quant à lui est davantage réservé pour un usage temporel et chronologique. Remarquons que dans ses discours de décembre, Boris Johnson ne fait aucune mention du terme de crise. Plutôt que le terme de "crise", le premier ministre préférera parler avec des ordres de grandeurs plus maîtrisables et plus facilement communicables, en années et en mois.

L'ensemble des prises de parole du premier ministre se montre relativement pauvre sémantiquement pour aborder la manière dont il appréhende la situation. Le parti pris de plus ou moins nier, ce qui allait devenir une pandémie empêche le premier ministre de revenir aisément sur ses premières allocutions avec un nouveau vocabulaire.

D. Une définition singulière pour une notion universelle

La crise n'est jamais décrite *a priori* comme étant hors-norme, tout juste l'est-elle en creux : menaçante, instable. Jamais en revanche, les allocutions étudiées ne permettent de relever une pulvérisation des cadres de référence. Jamais le chef d'État, en tant que porte-parole n'explique l'incertitude dans laquelle, les agents de son institution, autant que n'importe qui d'autre sont plongés. Pour chaque institution, sous les prises de parole de leurs représentants, l'important a été de souligner que l'État s'est préparé, est préparé. Alors même qu'il est littéralement impossible de savoir à quoi il est préparé.

Ainsi, nous relevons une "*minimisation du risque qui tient non pas à une somme d'erreurs individuelles, mais bien à un processus d'accoutumance à des phénomènes graves mais maîtrisables, qui, ce faisant, empêche de penser le caractère potentiellement hors-cadre de la situation*". [5]

E. Un rapport à la science ambigu

Bien que la pandémie soit parfois décrite à travers des termes en rapport avec une crise sanitaire, l'enjeu semble être davantage d'ordre gestionnaire que scientifique. Comme nous allons le voir *infra*, l'énonciateur fait référence au domaine de la science pour faire valider sa posture et ses décisions.

IV. QUELLE(S) PERSPECTIVE(S) DONNER A UNE PANDEMIE MONDIALE ?

En revenant à l'étymologie du mot "crise" et en nous appuyant sur les apports de l'historien François Hartog, nous pouvons identifier trois "conceptions" du terme "crise". Ces trois conceptions sont dans le cadre de notre analyse discursive, trois "chemins herméneutiques". Nous identifions ces chemins à travers *Poros* qui se traduit par "passage, issue, chemin" ; *Aporie* définie comme une situation de blocage et enfin *Kairos* "*l'occasion [...] qui permet d'échapper à la situation d'aporie*".

Nous utiliserons ces chemins herméneutiques comme autant de critères d'analyse. En exploitant les résultats présentés ci-dessus, et en reprenant donc le vocabulaire évocateur de la pandémie, nous étudions le contexte textuel de ces mots, dans la limite de la phrase, pour en déduire nos chemins herméneutiques. Cela prend schématiquement la forme suivante : "voici l'objectif" (*Poros*) ; "voici là où il ne faut surtout pas aller" (*Aporie*) ; "nous avons la chance de bénéficier de..." (*Kairos*).

Notre analyse avec ces trois « chemins herméneutiques » nous permet de déceler quels savoirs sont mis en valeur par le locuteur au sens où il y a soit un "opposant" (dans le cas d'une aporie), soit un "adjuvant" (dans le cas des *Poros* ou *Kairos*).

Les chemins herméneutiques sont donc autant de "quêtes" qui permettent de préciser le sens donné à la notion de "crise", de "situation" ou tout autre choix terminologique national.

Grâce à ces "quêtes" nous avons un accès aux différentes formes de savoirs qui circulent dans et depuis ces chemins herméneutiques. En effet, chaque "quête", en quelque sorte, s'accompagne d'un adjuvant ou d'un opposant.

A. France

En reprenant le vocabulaire sollicité par le président Macron, nous pouvons voir que la "crise" est l'occasion (*Kairos*) d'une union nationale, une union sacrée (Macron, 12 mars). Ainsi, à la lecture des prises de parole présidentielles, si la "crise" est présentée comme une fin en soi au sens d'*aporie*, c'est la ressource politique – au sens de gouvernement – qui est le principal adjuvant à la sortie de crise. Le président Macron fait donc le choix de placer sa parole et l'action du gouvernement comme principal chemin et issue (*Poros*). Le recours à la force politique-institutionnelle est dominant par rapport à tout autre. Cela est à ce point notable que toutes les autres forces vives (la responsabilité des citoyens, le dévouement des bénévoles) sont en quelque sorte mis sous tutelle par l'importance donnée à l'action du gouvernement. Ainsi, si les soignants français ont fait preuve de dévouement, cela est *pour* faire tenir l'hôpital en tant que service public et préserver la *capacité* de soin à l'échelle nationale, ce qui est un objectif du gouvernement.

L'Histoire nationale semble être également mise en valeur sous le statut d'un autre *Poros* à suivre. "*Mais le temps, aujourd'hui, est à la protection de nos concitoyens et à la cohésion de la Nation. Le temps est à cette union sacrée qui consiste à suivre tous ensemble un même chemin, à ne céder à aucune panique, aucune peur, aucune facilité, mais à retrouver cette force d'âme qui est la nôtre et qui a permis à notre peuple de surmonter tant de crises à travers l'histoire. La France unie, c'est notre meilleur atout dans la période troublée que nous traversons.*" (Macron, 12 mars).

Cette utilisation de l'Histoire correspond plutôt à invoquer la mémoire. A travers la mémoire, des événements pensés par le locuteur comme mobilisateurs et fédérateurs est mise en équivalence par une sorte de truchement avec l'action d'aujourd'hui sans davantage d'explication. Les événements historiques, parfois glorieux comme peuvent être des victoires militaires n'en sont pas moins également des événements ayant laissés des séquelles profondes dans la société, séquelles qui ne sont pas questionnées et remises en

perspectives lorsqu'ils resurgissent aujourd'hui. Ainsi, la seconde guerre mondiale, évoquée dans les discours présidentiels, peut tout autant être le synonyme d'une victoire que d'une désunion.

B. Allemagne

Le *Poros* choisi par la chancelière Merkel est "le temps" : il faut gagner du temps pour permettre à la recherche de trouver un vaccin. Les allocutions de la chancelière sont toujours très factuelles. Peu de mises en abîme sont utilisées par Merkel. Rappelons que l'exercice d'une "adresse à la nation" est très inhabituel en Allemagne.

Quelques d'Aporie sont néanmoins présents. Il s'agit de la vulnérabilité de tous : *"C'est ce que nous montre une épidémie : à quel point nous sommes tous vulnérables, à quel point nous sommes dépendants du comportement prévenant des autres"*. (Merkel, 18 mars).

Et aussi celui de la passivité : *"Nous ne sommes pas condamnés à accepter passivement la propagation du virus. Nous avons un remède : nous devons garder nos distances par respect pour l'autre. L'avis des virologues est clair"*. (Merkel, 18 mars).

Parallèlement à cela, si la solidarité entre voisins est mise sur le devant de la scène, plusieurs *Poros* ressortent : la "discipline" où "chacun d'entre nous suit et fait respecter les règles." Notons qu'il s'agit d'une conception différente qu'en France, puisque les citoyens sont directement investis de la mission de faire respecter les règles, alors qu'en France il s'agit uniquement de les appliquer.

Enfin relevons cette phrase : *"nous pouvons agir avec cœur et bon sens et sauver des vies"*. Le *bon sens* est une notion particulièrement floue et il peut paraître quelque peu paradoxale de l'invoquer quand justement il s'agit pour les institutions, de préciser les comportements à tenir. Il s'agit d'une arme à double tranchant où la chancelière fait la démonstration de sa confiance auprès de ses citoyens. Non sans risque, Emmanuel Macron de son côté appelait le 7 mars 2020 à *"ne pas se départir de bon sens"* [5] en se rendant au théâtre, et plaidait pour des mesures *"proportionnées"*, quelques dix jours avant un confinement national.

C. Royaume-Uni

Les prises de parole de Boris Johnson sont étonnamment pauvres en matière de chemin herméneutique. Tout semble dans un premier temps sous contrôle, il n'y a donc pas lieu à laisser présager un quelconque péril (*Aporie*) et par là même un *Poros*. Le Royaume-Uni plus que l'Allemagne et la France s'emploie à valider ses décisions par la science. Ainsi placée, la science en *Poros*, sans aucune autre alternative, Boris Johnson ne peut qu'insister : *"En fin de compte, pour surmonter cette crise, nous devons combiner l'amélioration de la science, de la technologie, de la médecine, des données, des opérations gouvernementales, du soutien économique, de l'apprentissage des autres pays et du soutien social."* (Johnson, 17 mars).

L'analyse des chemins herméneutiques nous a permis de saisir en partie le *cadrage* opéré au sein des énoncés des institutions nationales. Il s'agit en quelque sorte d'un méta discours qui ne saurait être questionné car pas explicitement assumé comme une *raison supérieure*, *raison* pourtant étrangère à la résolution directe de la brèche ouverte par la crise.

Nous allons voir désormais comment ce méta discours participe à une mise en visibilité de certaines expertises des métiers du risque, et à l'invisibilisation des autres formes.

V. QUELLE VISIBILITE POUR LES METIERS DU RISQUE ?

Nos observations nous ont permis de schématiser et de regrouper trois sous-ensembles nous permettant de mieux appréhender la relation entre "crise" – et le vocabulaire afférant présenté en début d'analyse – et les formes de disciplines du risque s'y rattachant. A la suite de notre analyse, nous proposons ainsi de regrouper les expertises des métiers du risques ainsi que leurs temporalités sous les formes de *Savoir/Passé* ; *l'Expérience/Présent* et *Gestion/Futur*.

Dans notre acception, le *Savoir* correspond à un outil de rationalité. Il s'agit de l'ensemble des productions "à froid", "par temps calme". Ces productions se prévalent de domestiquer le risque en calculs probabilistes. Les calculs sont communiqués de manière plus ou moins explicite à travers de grandes campagnes d'information, notamment sanitaires.

Le domaine de l'Expérience est tourné vers les individus et non pas les populations. La perception et le vécu de chacun est le cœur du propos de l'expérience. L'action est prise au prisme du quotidien et de sa normalité. C'est donc par rapport à une forme de routine supposée que l'action gouvernementale se fera.

Enfin, le domaine de la Gestion ici à la gestion de crise proprement dite. Il est moins question de rationalité scientifique et de prise en compte du ressenti des individus que de planification et de recherche de la bonne cohérence structurelle.

A. La France : Gestion/Futur

1) *Poros* politique

L'omniprésence d'un *Poros* politique semble être que l'État ait "tenu".

Contrairement à d'autres pays, notamment l'Allemagne, il n'est pas question d'invoquer les délibérations des autres entités chargées de la gestion de la pandémie. La décision –finale– prise par l'institution est, de fait, présentée comme étant la seule chose qui puisse compter.

2) La Gestion, un temps de retard ?

L'une des grosses difficultés à placer le ressort politique-organisationnel de la sortie de crise est sa relative fuite en avant. Le truchement consistant à affirmer que tout est prévu, résiste difficilement à une réalité changeante comme le cas de la pandémie de COVID-19.

Les prises de parole du président Macron nous montrent à quel point un État dont le *Poros* est la Gestion s'inscrit dans le futur au sens où l'idéal de Gestion crée des horizons d'attente, au risque que ces derniers soient inatteignables. En effet, chaque décision s'accompagne d'une nouvelle organisation, d'un nouveau plan. Si l'État déclare qu'il est réactif et adaptable, l'analyse des allocutions successives en revanche à quel point ses priorités sont changeantes dans l'urgence.

B. L'Allemagne : Expérience/Présent

Angela Merkel s'est tout au long de ses allocutions systématiquement incluse avec au sein de la population. Parlant du vaccin, elle se fera vacciner *"quand mon tour viendra"* (Merkel, 31 décembre). La chancelière n'hésite pas à témoigner de son expérience d'allemande de l'Est pour évoquer la difficulté à décider une privation des libertés de circulation. Ses discours sont emprunts de d'un registre très psychologique.

1) Le rapport entre domaine de l'Expérience et science

La chancelière rend compte, en creux, que d'un point de vue médical, le pays n'a rien pour se protéger contre le virus : pas de vaccin, pas de médicament. Le pays a en revanche, comme n'importe quel autre, fait des efforts pour préparer son système hospitalier, et également préparer le "propre comportement" de sa population. Il nous semble qu'une telle présentation délimite explicitement les frontières entre ce qui est du ressort de la science – médicale, de l'action gouvernementale, et ce qui est du ressort des populations.

A. Merkel s'inscrit dans un registre particulier : *"C'est le remède le plus efficace à l'heure actuelle. Cela signifie réduire la vie publique autant que possible..."* (Merkel, 22 mars). Il n'y a ainsi pas de brouillage entre ce qui est de l'ordre d'une action de freinage et de l'ordre d'une action de soin.

2) Une parole au présent, du présent.

Il faut signaler que la quasi-totalité des prises de parole de la chancelière sont au présent et se réfèrent au présent (cela dit, la langue allemande utilise très peu le futur). A ce titre, il nous semblerait judicieux de pouvoir comparer ce qui a été reproché à la chancelière dans sa gestion par rapport à ses homologues européens. En effet, il nous semble que l'ancrage sur l'Expérience permet de relativement limiter la critique. L'Institution peut avec beaucoup plus de mal être attaquée comme n'ayant pas de corps pour reprendre la définition de Boltanski. En d'autres termes, il y a beaucoup moins de ce que P. Breton appelle la *"dissonance démocratique"*. A savoir : le *"décalage spécifique à la démocratie entre les idéaux et leurs réalisations, entre les valeurs affichées et les pratiques effectives"*. [6]

C. Le Royaume-Uni : Savoir/Passé

1) Poros du savoir

La première prise de parole de Boris Johnson nous semble emblématique de ce que nous regroupons sous la forme de Savoir/Passé. Dans son discours du 3 mars, le parti pris du premier ministre est d'une part de minorer l'impact du virus, d'autre part de considérer que le Royaume-Uni dispose de toutes les ressources nécessaires face à l'arrivée du virus. Un plan ordinaire est prévu *"comme si de rien n'était"* pour préparer d'éventuels moyens supplémentaires aux services de santé et leur permettre de poursuivre leur *"brillante réponse"* : *"notre plan signifie que nous nous engageons à faire tout ce qui est possible, sur la base des conseils de nos experts scientifiques de renommée mondiale, pour parer à toute éventualité. N'oublions pas que nous disposons déjà d'un fantastique NHS, de fantastiques systèmes de dépistage et d'une fantastique surveillance de la propagation des maladies."* (Johnson, 03 mars).

Outre l'apparente certitude dont fait démonstration Johnson, son discours s'inscrit dans une pensée *passée*, c'est-à-dire construire à partir d'éléments, de connaissances, d'un savoir inscrit dans le temps *d'avant*. Évoquant le lavage des mains comme pour tous les virus : *"C'est un conseil simple mais c'est la chose la plus importante que nous puissions faire, comme le confirmeraient nos experts."* (Johnson, 03 mars).

L'extrait suivant est aussi emblématique d'une conception issue de savoirs produits par rapport à des expériences passées, peut-être liée à des réticences à mettre en place une action (confinement, couvre-feu) qui n'a jamais été envisagée : *"si vous demandez, pourquoi faisons-nous cela maintenant, pourquoi maintenant, pourquoi pas plus tôt, ou plus tard ? Pourquoi mettre en place cette mesure très draconienne ? La réponse est que nous demandons aux gens de faire quelque chose qui est difficile et qui perturbe leur vie. Et le bon moment, comme nous l'avons toujours dit, est de le faire quand c'est le plus efficace, quand nous pensons que cela peut faire la plus grande différence pour ralentir la propagation de la maladie, réduire le nombre de victimes, réduire le nombre de décès."* (Johnson, 16 mars)

S'inscrire dans le Savoir/Passé est particulièrement préjudiciable s'il n'y a pas conjointement une reconnaissance de la notion de doute, d'incertitude qui est inhérente à la recherche et qui est concomitante à la production du savoir, en tant que construction d'un consensus scientifique.

2) Un Savoir/Passé utilitariste

Une issue à la crise totalement ancrée *par* et *depuis* le Savoir définit d'emblée ce qui sera recherché. D'avantage de solutions scientifiques. Sans doute aussi en lien avec le Brexit, Boris Johnson a largement insisté sur les capacités et compétences nationales pour la lutte contre la pandémie. Le 20 mars, le premier ministre annonce combattre la pandémie grâce, non pas à des méthodes de prévention (vaccin) ou de soins (médicament) mais avec des autotests. Mais pour *"vaincre"* la maladie, le premier ministre emploi volontiers un vocabulaire très éloigné avec la science. Parlant du principe vaccinal, Boris Johnson explique : *"Ils ont utilisé le virus lui-même pour effectuer une sorte de jiu-jitsu biologique, pour retourner le virus contre lui-même"*. (Johnson, 02 décembre).

Cet ancrage qui devient la ligne de conduite d'un État *par* et *depuis* tout ce que peuvent donner les scientifiques (comme consensus et/ou comme technique) pose question. *"La décision publique est-elle devenue la simple courroie de transmission d'une parole experte ?"* [5]. Pour justifier certains rétro-pédalages par rapport à des décisions scientifiques, Boris Johnson parle *"d'équilibre"* (18 mars) dans ses prises de décisions. Il faut dire que le réel en temps de crise est par essence mutant, il fait ainsi vaciller tout ce qui est statique et péremptoire.

VI. CONCLUSION

Il ne s'agit pas pour nous de hiérarchiser une quelconque prise de parole supposée meilleure qu'une autre, d'autant que ce qui serait un succès localement n'en serait pas forcément un ailleurs. Mais la comparaison discursive internationale offre un éclairage pertinent sur les différentes perspectives données aux citoyens à travers les discours des chefs d'États.

L'importance donnée au vocabulaire nous permet de saisir de nombreuses disparités. S'il n'est pas très étonnant d'observer des différences de *Poros* entre les pays étudiés, il est un peu plus surprenant de voir que les institutions n'entretiennent pas toutes le même rapport à la temporalité des événements.

Au-delà même de la construction de l'intelligibilité de l'événement et des cultures propres à chaque pays dont nous avons saisi certaines prémices, nous avons noté que chaque chef d'État, à un moment donné fait référence à la mémoire des grandes guerres. Il s'agit bien sûr d'une période connue de tous mais elle n'a pas forcément de valeur explicative à la pandémie de COVID-19. L'analogie permettrait cependant, face à la tyrannie du présent, d'invoquer une certaine fatalité qui dénote, nous semble-t-il, avec notre prétendue modernité – au sens technologique du terme. De la même manière, l'ampleur du plan de gestion de crise (État d'urgence) et la grandeur des références invoquées (plus grande crise sanitaire connue), n'ont aucune valeur sémantique a priori. Ils n'explicitent en rien l'incertitude radicale dans laquelle les citoyens sont plongés.

En effet, en situation de crise, il nous paraît important de ne pas considérer la pandémie – la crise – comme un événement isolé mais bien au contraire comme une situation dont l'origine est structurelle.

En France, n'oublions pas que des indicateurs nationaux ont été rendus disponibles par un ingénieur sans étiquette officielle, c'est-à-dire ni un politique ni un fonctionnaire. N'oublions pas davantage que la prise de rendez-vous aux centres de vaccination a été rendu possible en partie grâce à ce même ingénieur ainsi que d'autres volontaires.

Une reconnaissance *a priori* des apports de citoyens nous semble déterminante en situation hors-cadre. Pour cela faudrait-il encore que cette reconnaissance ne soit pas accompagnée d'une mise sous tutelle de toute forme de volontariat et de bénévolat en France.

Il s'agit pour les décideurs comme pour les experts non pas de reconnaître un échec lorsque le chaos survient, mais bien d'accepter que leur "cadrage" va muter et qu'il vaut mieux l'accompagner.

S'il ne nous a pas échappé que l'Allemagne n'a pas navigué sur un fleuve tranquille pendant cette pandémie, toujours en cours, nous avons démontré que ses prises de paroles rendent compte d'une certaine longueur d'avance en la matière par rapport à ses voisins.

En matière de gestion de crise, nous pouvons tirer quelques éclairages.

Premièrement, à quel point le « cadrage » de la crise est déterminant. Les principales différences dans les énoncés étudiés se trouvent en début de crise, au mois de mars. Les chefs d'État se livrent alors à une explicitation plus personnelle de la pandémie et montrent leurs différences par rapport à leurs homologues. Ainsi, nous avons montré à quel

point, hormis en Allemagne où la situation est plus nuancée, la science a été invisibilisée, ou en tout cas, mise sous tutelle. La France et le Royaume-Uni n'ont pas su à travers leurs porte-paroles expliquer la différence entre science (consensus-certitude-temps présent) et recherche (dissensus-incertitude-temps futur).

Deuxièmement, les énoncés sont devenus de plus en plus semblables par rapport aux consignes et aux priorités données par l'action publique. Nous constatons donc une uniformisation des allocutions qui deviennent alors de moins en moins polysémiques, sans doute dans un souci de minimiser le risque de critiques envers les institutions.

Troisièmement, alors même que chaque pays tend à prendre de moins en moins de risque dans sa gestion, et dans son énonciation, nous pouvons néanmoins constater un retour en force des spécificités locales de gouvernances. Les pays étudiés, bien que tous des démocraties occidentales, montrent de fortes différences dans leurs fonctionnements, notamment leur rapport aux citoyens. Les priorités en termes de représentations nationales sont très différentes : respect des institutions en Allemagne ou régime d'exception en France avec l'État d'urgence, ou encore grande liberté laissée aux citoyens au Royaume-Uni.

Quatrième et dernier point, nous constatons également la prépondérance du caractère individuel des chefs d'État en tant que porte-paroles. Alors même que ces derniers disposent d'une armada d'instances pour lisser leurs propos. Les chefs d'État montrent de fortes affinités à se saisir des problèmes et crises d'une manière qu'il leur est propre : ils ont eux même un certain rapport à l'incertitude (Allemagne), à la mort (Royaume-Uni), à la discipline individuelle (France).

Cela nous amène à nous questionner sur la capacité d'un porte-parole à « représenter » *l'ensemble* de son organisation, mais également à pointer du doigt des enjeux internes –ici électoraux– qui pourraient pour des questions de pouvoir brouiller la représentation qu'ils doivent porter.

REFERENCES

- [1] I. Garcin-Marrou, "Des violences et des médias", L'Harmattan, Paris, 2007
- [2] L. Boltanski, "De la critique. Précis de sociologie de l'émancipation", NRF Essais, Gallimard, Paris, 2007
- [3] P. Lagadec, "Crises "hors cadres" : oser un enseignement, in HIRSCH Emmanuel, Traité de bioéthique. I - Fondements, principes, repères.", ERES, "Espace éthique - Poche", 2010
- [4] A. Krieg-Planque, "Un lieu discursif : "Nous ne pourrions pas dire que nous ne savions pas". Étude d'une mise en discours de la morale", Mots. Les langages du politique, n°92, 2010.
- [5] H. Bergeson, O. Borraz, P. Castel and F. Dedieu, "COVID-19 : une crise organisationnelle", Presses de Sciences Po, 2020
- [6] P. Breton, « La démocratie, matrice de la propagande ? », p. 40, in "Communication de l'État et gouvernement du social", C. Ollivier-Yaniv and M. Rinn (Dir.), PUG, 2009

Liste des allocutions

- France, E. Macron : 12 et 16 mars 2020 ; 18 et 31 décembre 2020
- Allemagne, A. Merkel : 11 et 18 mars 2020 ; 13 et 31 décembre 2020
- Royaume-Uni, B. Johnson : 3, 9, 12, 16, 17, 18, 19, 20, 22, 23 et 25 mars 2020 ; 02, 16, 21 et 30 décembre 2020